

Le Nouveau  
Déséquilibre du monde

## Du même auteur

*Crises et guerres au XX<sup>e</sup> siècle : analogies et différences* (dir.),  
IFRI, Travaux et recherches, 1981.

*Le Système communiste : un monde en expansion* (dir.),  
IFRI, Travaux et recherches, 1982.

*Le Nouveau Continent : plaidoyer pour une Europe renais-  
sante*, avec Jacques Rupnik, Calmann-Lévy, 1991.

*Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation, dia-  
logue avec Hubert Védrine*, Fayard, 2000.

*La Géopolitique de l'émotion : comment les cultures de  
peur, d'humiliation et d'espoir façonnent le monde*,  
Flammarion, 2008 ; Champs actuel, 2011, nouvelle édi-  
tion 2015.

*Un juif improbable*, Flammarion, 2011.

*La géopolitique des séries*, Stock, 2016.

Dominique Moïsi

Le Nouveau  
Déséquilibre du monde

L'Éditions de  
Observatoire

ISBN : 979103291168

Dépôt légal : 2017, mars

© Éditions de l'Observatoire/Humensis/Les Échos 2017  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*Pour Diana*



## Préface

2008-2016. Au cours des huit dernières années l'Amérique a connu un seul Président, Barack Obama, la Russie un seul homme fort, qu'il soit président ou Premier ministre, Vladimir Poutine. Et l'Europe est restée globalement divisée et impuissante, « telle qu'en elle-même l'éternité ne la change pas », écrivait Racine.

Il serait facile de céder à l'illusion rassurante de continuité. Mais la réalité est bien différente. En huit ans le monde a profondément changé jusqu'au point, derrière un Moyen-Orient qui a littéralement implosé, de ne plus être reconnaissable. Ce que nous venons de vivre sous les deux mandats de Barack Obama correspond probablement à la fin d'une époque de plus de soixante-dix ans, au passage d'un monde dominé pour le meilleur et parfois pour le pire par les États-Unis. Barack Obama se voulait un Président « transformateur », à l'égal d'Abraham Lincoln et de Franklin D. Roosevelt. Au bout de deux mandats, en dépit de ses qualités intellectuelles et morales indéniables, Barack Obama a plutôt accompagné la transformation d'un monde qui n'est plus dominé, comme il pouvait l'être encore en 2008, par l'Amérique. Depuis la venue au pouvoir de George W. Bush, en 2000, l'Amérique semble avoir perdu la boussole en matière de politique étrangère, passant

du « trop au trop peu » dans son rapport au monde. Avec pour conséquence le borbier irakien d'abord, le drame syrien ensuite. Et la crise financière et économique qui explose en 2007 ne fait qu'accélérer sur le plan géoéconomique l'affaiblissement géopolitique de la première puissance mondiale. Mais ce n'est pas seulement le monde qui a perdu son arbitre, trop plein de certitudes d'abord, trop hésitant ensuite.

Avec l'élection de Donald Trump, en 2016, c'est la démocratie qui a perdu son champion. Et avec la montée en puissance de la Russie et de la Chine, c'est le système international qui semble en marche, pour le moment du moins, vers un désordre mondial qui évoque les années 1930, mais des années 1930 élargies à la surface de la planète, mondialisation oblige.

Les décennies que nous venons de vivre depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à l'ombre de la protection américaine, ont été globalement des années de paix, de prospérité et n'hésitons pas à le dire de progrès. Elles sont marquées par des succès incontestables, comme nous le rappelait, le 6 janvier 2017, dans le *Financial Times*, Martin Wolf. Au niveau de la planète, le revenu par habitant a augmenté de 460 % entre 1950 et 2015. La proportion de la population en état d'extrême pauvreté a chuté de 72 à 10 % entre ces mêmes années 1950 et 2015. De manière globale l'espérance de vie est passée de 48 ans à 71 ans entre 1950 et 2015. Mais les chiffres sont une chose, la perception de la réalité en est une autre. Le sentiment qui domine en 2017 est très globalement négatif. Montée des inégalités à l'intérieur des économies développées, accroissement des mouvements migratoires, sentiment généralisé de perte de contrôle sur son avenir et de manière plus déstabilisante encore sur son identité. « Qui suis-je,

que puis-je dans ce monde en litige [...] ? » Les paroles d'une chanson de Guy Béart semblent d'une extraordinaire actualité. Et en cette période de réchauffement climatique, l'impression dominante – je le rappelais dans mon dernier livre *La Géopolitique des séries ou le triomphe de la peur* – est que, pour reprendre la formule d'une série célèbre, « *winter is coming* ». L'hiver approche ou plutôt il s'est installé de manière irrésistible sinon logique. En dépit du réchauffement planétaire, paradoxe ironique...

La crise financière et économique qui commence aux États-Unis en 2007-2008 débouche, par un processus rétrospectivement logique, sur l'élection de Barack Obama. De la même manière les aventures malheureuses de Washington au Moyen-Orient redonnent de l'ambition et de la confiance à la Russie et ouvrent sans doute la voie au siècle de l'Asie derrière la Chine, qui se voit hériter de responsabilités – la nature ayant horreur du vide – qu'elle n'est sans doute ni prête à assumer, ni désireuse de le faire.

Pendant toute cette période révolutionnaire, puisque correspondant à la fin d'un cycle historique, j'ai pris en quelque sorte le pouls du monde, grâce à la rubrique hebdomadaire que je tiens dans le journal *Les Échos*. À la veille d'une élection présidentielle, qui va concentrer les regards du monde sur la France, mais qui portera aussi un peu sur la place de la France dans le monde, il était opportun de réunir une sélection de ces chroniques, comme une contribution aux débats qui ne manqueront pas de porter aussi sur la politique étrangère. Traditionnellement, ces questions jouent un rôle secondaire dans les campagnes électorales. Tel ne sera peut-être pas le cas cette année, compte tenu bien sûr de la menace terroriste toujours présente, mais aussi

du fait que les citoyens se sentent légitimement perdus face à la complexité toujours plus grande du monde. À travers ces chroniques regroupées de façon thématique, pour des raisons de clarté, j'espère qu'il sera possible pour le lecteur sinon de donner du sens à ce qui autrement pourrait être perçu comme une marche vers le chaos, mais, plus modestement, de suivre le cheminement du monde, dans ses incohérences, dans son désordre, dans ses surprises aussi...

Éclairer les autres, mais aussi comprendre moi-même comment j'avais pu me tromper à ce point en ne voyant pas venir l'événement qui restera sans doute comme le plus important et le plus potentiellement déstabilisateur de toutes les années que je couvre dans ce livre, l'élection de Donald Trump comme quarante-cinquième président des États-Unis. Comme beaucoup de commentateurs je n'ai pas compris que la rencontre de la peur, de la colère et du rejet pouvait conduire à l'élection de la star des émissions de télé-réalité. La peur, c'est le souvenir du 11 septembre 2001. La colère, c'est l'impact toujours non surmonté de la crise financière de 2007. En dépit des progrès incontestables de l'économie, 80 % des citoyens américains n'avaient pas retrouvé en 2016 le niveau de revenus qui était le leur en 2007. Le rejet, c'est celui d'Obama, le premier président noir des États-Unis. Il y a un « problème blanc » de l'Amérique, dont je n'ai mesuré ni la persistance ni l'intensité.

## L'HEURE DES DÉMAGOGUES

Il est 4 h 10 du matin, heure de Paris. Nous sommes le 9 novembre 2016. Je viens de recevoir un texto sur mon portable. C'est mon fils cadet, Laurent. Il m'écrit

de New York, où il vit et travaille depuis plusieurs années : « Cela commence à sentir mauvais, tu devrais regarder les infos. » Il y a à peine quelques heures, j'avais cherché à le rassurer au téléphone. « Nous ne sommes pas en Grande-Bretagne », lui disais-je. « Cette fois-ci je les sens bien, ces élections. Ce sera très serré, mais Trump ne peut pas gagner ! » J'ai bien senti au ton de sa voix que je ne l'ai pas convaincu. Il a raison. J'ai tort. Sur la chaîne CNN, les résultats tombent les uns après les autres, État après État. Il n'y a pas, il n'y a plus de doute possible. Donald Trump sera le quarante-cinquième président des États-Unis. N'ai-je pas voulu voir ce qui se passait vraiment aux États-Unis, ou y avait-il des raisons valables à mon analyse ?

L'horloge à côté de la télévision n'indique pas seulement les heures : elle affiche aussi les jours. La coïncidence des dates me frappe brutalement. Nous sommes le 9 novembre. Il y a vingt-sept ans, jour pour jour, le mur de Berlin s'effondrait. Le plus beau jour politique de ma génération, au moins pour ceux qui, comme moi, sont des « amoureux de la démocratie », et qui ne pensaient pas que leur « rêve » se réaliserait si vite. Les 9 novembre se suivent et ne se ressemblent pas. Ce que je vis en 2016 n'est-il pas l'absolu inverse de ce que j'ai vécu en 1989 – la plus grave défaite politique de ma génération ? L'ordre démocratique et libéral, qui en dépit de ses dysfonctionnements – de plus en plus graves et de plus en plus nombreux, il est vrai – représentait toujours, à mes yeux, l'horizon incontournable, indépassable, de mes idéaux politiques, vient de connaître sa plus grave défaite symbolique. Aujourd'hui au sommet du pays qui est toujours la première puissance mondiale, c'est l'homme qui veut bâtir des murs qui vient, par une campagne fondée sur le

mensonge, d'accéder à la Maison Blanche. Ce n'est plus le peuple qui veut être « un » qui fait tomber le mur qui le divise artificiellement. C'est l'Amérique, séduite par les sirènes du populisme, qui prend ses distances avec le monde, sinon avec les principes démocratiques, pour devenir peut-être une démocratie non libérale (ce que l'on appelle en anglais *illiberal democracy*). Les vers de Charles Dickens me viennent à l'esprit : « *It was the best of times, it was the worst of times* », sauf que la chronologie s'est inversée. Le monde est brutalement passé de l'espoir à la peur, l'Amérique du statut de modèle à celui d'anti-modèle. Elle était hier encore le bouclier des valeurs démocratiques, l'assurance vie ultime contre les risques de dérapages du monde, en dépit de ses propres dérives du Vietnam à l'Irak. Elle est passée brutalement à l'avant-garde du populisme.

La citation de Dickens me ramène huit ans en arrière. Obama venait d'être élu président des États-Unis. J'avais alors anticipé et souhaité sa victoire. J'exultais, ou plutôt je rêvais. Je voyais dans le triomphe incontesté du candidat démocrate la chute définitive du « mur de la couleur de la peau », après celle du « mur de la répression » à Berlin. De manière un peu chaotique il est vrai, parfois tragique même, comme le 11 septembre 2001, l'Histoire avait du sens et continuait de progresser dans la « bonne direction ». Un cycle vertueux venait de se rouvrir avec l'élection d'Obama.

Ironie de l'Histoire, lors de mes entretiens questions-réponses avec les auditeurs de RTL ou de RMC, l'interrogation principale était la même en 2008 et 2016 : « À quand l'Obama ou le Trump français ? » Mais ceux qui posaient cette question n'étaient pas mus par les mêmes sentiments. En 2008, se demandaient-ils si le résultat des élections américaines ouvrait la porte à

un « petit jeune des banlieues » en France ? En 2016, ils se demandaient si la victoire de Trump préfigurait la victoire de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017. Les premiers, en 2008, l'espéraient sans trop y croire. Les seconds, en 2016, l'affirmaient avec de plus en plus d'assurance. Les Américains l'avaient fait, les Français le feraient. Le populisme était en marche de manière irrésistible. C'en était fini des élites prétentieuses et donneuses de leçons. L'heure du peuple, ou plutôt celle des démagogues, était arrivée.

COMMENT AI-JE PU ME TROMPER  
SI LOURDEMENT ?

Que s'est-il passé en huit ans pour que je puisse m'être à ce point fourvoyé sur le résultat des élections américaines ? Cette erreur de diagnostic m'apparaissait d'autant plus préoccupante qu'elle n'était pas la première. Avais-je été tellement plus lucide quelques mois plus tôt quant à l'issue du référendum britannique ? Certes, une semaine jour pour jour avant le vote j'avais eu comme une fulgurance. C'était à l'ambassade de Grande-Bretagne lors de la garden-party donnée en l'honneur de l'anniversaire (officiel et non réel) de la reine. Deux drapeaux (ceux de la France et du Royaume-Uni) flottaient noblement dans le jardin de la résidence. Le drapeau européen était aussi absent que pouvait l'être l'ambassadeur de Sa Très Gracieuse Majesté, retenu ailleurs ou bloqué dans les transports, pour des raisons que le personnel de l'ambassade n'expliquait pas clairement. Mais la tradition était respectée. Un petit ensemble de musiciens en uniforme rouge, semblant sortir d'une opérette victorienne de Gilbert et Sullivan (les Offenbach

à l'anglaise), défilait sur le gazon d'un vert immaculé comme il se devait. À les voir, si confiants et provinciaux à la fois, si évidemment nostalgiques aussi de leur passé impérial, je me tournai vers ma voisine et lui déclarai tout de go : « Mais il est évident, qu'ils vont dire "non" à l'Europe. Comment pourrait-il en être autrement ? Ils ne se sentent pas européens et croient pouvoir faire l'économie de l'Europe. » Mon affirmation péremptoire tomba à plat. La grande majorité des invités de la reine n'avait ce jour-là guère de doutes sur l'issue du référendum. Les Britanniques étaient trop pragmatiques et matérialistes pour voter contre leurs intérêts. Rentré à mon domicile, je confiai à mon épouse l'intuition qui avait été la mienne, mais je n'osai pas écrire ce que je venais de ressentir avec tant de force et de spontanéité. Aucun de mes collègues britanniques, à l'exception d'un seul, auquel je voudrais rendre ici hommage – Charles Grant, le directeur du CER (Center for European Reform) –, n'avait anticipé la victoire du Brexit, pas plus qu'aucun de mes collègues d'Harvard n'avait un seul instant envisagé la sélection par le Parti républicain, et moins encore l'élection, de Donald Trump à la présidence des États-Unis.

Mais au début de 2007, ceux qui prédisaient l'élection de Barack Obama n'étaient pas très nombreux non plus.

Utiliser la dimension des émotions pour comprendre l'évolution du monde peut se révéler être un fil conducteur dangereux si l'analyste se laisse par trop emporter par sa propre subjectivité. Depuis 2008 et la publication de mon livre sur « la géopolitique de l'émotion » je parle, avec raison je crois, de la montée d'une culture de peur dans le monde occidental. Mais j'ai refusé d'en confronter les conséquences ultimes, qui

me paraissaient trop extrêmes, au résultat des élections des deux cotés de l'Atlantique. Le Brexit et Trump.

Les yeux d'un cinéaste comme Ken Loach, auteur de l'admirable *Moi, Daniel Blake*, justement récompensé par la Palme d'or à Cannes, ne sont-ils pas autrement plus perceptifs que ceux de la plupart des analystes politiques ? Incapables de saisir, de sentir ce qui devrait pourtant être évident – la montée de la colère, de la peur sinon de la violence devant l'aggravation des inégalités –, les « élites » sont-elles collectivement passées à côté de l'essentiel ?

Le rejet grandissant de la mondialisation auquel nous assistons correspond tout autant à une réaction face au sentiment de la perte de contrôle sur son destin qu'à la montée perçue comme exponentielle des inégalités. À partir de 2014-2015, avec l'afflux des réfugiés lié à la dégradation des conditions politiques, économiques et sociales au Moyen-Orient et en Afrique, la mondialisation a pris un sens différent. Il n'est plus possible de prétendre que le « monde est plat », pour reprendre le titre d'un livre de l'éditorialiste du *New York Times*, Thomas L. Friedman, et que la mondialisation était inéluctable et heureuse. Ce n'est plus la libre circulation des biens qui profite à tous, même de façon inégale. C'est devenue la circulation incontrôlée des hommes qui menace les « locaux ». Et c'est l'Europe qui recueille sur son sol, avec les réfugiés, la conséquence la plus visible de son incapacité à agir sur le processus d'implosion du Moyen-Orient sinon de l'Afrique. La libre circulation des biens était coûteuse, celle des hommes devient émotionnellement inacceptable.

En ce sens, il est possible de dire que « nous » sommes la cause de la montée du populisme, par un mélange

d'arrogance et d'indifférence, de refus aussi d'expliquer nos choix avec clarté et conviction. « Nous », c'est-à-dire les élites en place, qu'elles soient politiques, administratives, financières, économiques ou, dans mon cas, intellectuelles.

### ET SI LE PEUPLE AMÉRICAIN AVAIT ÉTÉ ABUSÉ ?

Il existe une autre lecture crédible des événements récents intervenus aux États-Unis. En effet, une tout autre interprétation du résultat des élections américaines est possible. Ce ne sont pas les analystes libéraux qui se sont trompés. C'est le peuple américain qui a été trompé lui-même. Hillary Clinton était sans doute un très mauvais candidat, elle n'en a pas moins recueilli plus de deux millions et demi de voix de plus que son rival républicain. Et une puissance étrangère, la Russie pour ne pas la nommer, est intervenue de manière décisive dans la campagne électorale américaine au point peut-être de modifier le résultat final des urnes.

La vérité nous échappera sans doute toujours, mais l'influence bien réelle du *hacking* ne saurait suffire à dédouaner les analystes qui, comme moi, prisonniers de leur réflexe de classe, mais révoltés aussi par la vulgarité et le sexisme du candidat populiste, ont d'emblée exclu la possibilité que Donald Trump puisse un jour représenter l'Amérique dans le monde.

### UN NOUVEAU DÉSÉQUILIBRE DU MONDE

La période qui s'étend entre 2008 et 2016 coïncide avec une accélération spectaculaire de l'Histoire. Elle traduit l'émergence d'un nouveau déséquilibre mondial

que l'on pourrait résumer ainsi. Moins d'Amérique, plus de Russie, toujours moins d'Europe, un Moyen-Orient en pleine implosion et à la recherche de nouveaux équilibres, une Chine plus autoritaire et plus nationaliste, un axe Moscou-Ankara-Téhéran qui affaiblit de manière significative le flanc sud de l'Otan, et surtout une menace terroriste qui s'étend et se diversifie.

DISTINGUER LE *TREND* DU *TRENDY*  
OU LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉDITORIALISTE

Un éditorialiste n'est pas un journaliste. Son rôle n'est pas de collecter et de rapporter les faits. Il doit de la manière la plus objective possible soumettre les événements à la subjectivité de ses grilles de lecture. Il lui faut, et c'est là le plus difficile, distinguer ce que les Anglo-Saxons appellent le *trend* du *trendy*, autrement dit, retenir ce qui dans l'actualité constitue une tendance lourde, et rejeter ce qui est à ses yeux un simple phénomène de mode. Avec le risque bien sûr de faire l'inverse et de se tromper dans le choix du thème de la chronique et dans l'angle d'approche du sujet. En près de mille mots – *Les Échos* ont eu la générosité de m'accorder un espace plus grand à partir de 2012 –, comment bâtir un développement qui soit logique, rationnel et si possible convaincant à défaut d'être juste ? J'ai toujours perçu mes rubriques comme l'équivalent de cours destinés à un public infiniment plus vaste que celui d'un amphithéâtre universitaire. Il faut aller à l'essentiel et ne pas perdre le lecteur par l'usage de mots trop savants ou de faits trop nombreux. La confusion de la pensée, si elle existe, ne doit pas pouvoir s'abriter derrière la préciosité du langage ou l'accumulation des noms destinés

à impressionner le lecteur par l'étendue de la culture du chroniqueur. Je ne me suis jamais vu comme un « conteur oriental » ou, sur un autre plan, comme un prédicateur idéologique. J'ai toujours préféré être banal et juste qu'original et faux. Le problème est qu'il est devenu si facile d'être banal et faux. Faire passer en moins de mille mots sa passion pour la modération, défendre des valeurs sans tomber dans le piège d'un discours simplement moralisateur. Éviter le travers tout aussi dangereux et fréquent d'une fascination pour le cynisme, qui m'est toujours apparu lorsqu'il est poussé à l'extrême comme une autre forme de naïveté. La voie est étroite. Et les chausse-trappes multiples.

#### RENDRE COMPTE DE LA COMPLEXITÉ DU MONDE

À travers ces chroniques destinées à éclairer le lecteur, en dépit des faiblesses de leur auteur, sur la marche du monde, c'est ce passage de l'espoir à la peur, sinon de l'espérance à la colère, que j'ai voulu retrouver, comme si j'étais moi-même un sismographe des bouleversements de la planète.

Pour ce faire j'ai adopté une démarche à la fois thématique et chronologique. Sur ce dernier plan il est sans doute possible de distinguer quatre moments distincts entre les années 2008 et 2016.

La première période va de 2008 à 2011, de l'élection de Barack Obama, le candidat de l'espoir, jusqu'aux premiers balbutiements de ce que l'on appelle encore à l'époque le « printemps arabe ». Dès le début de l'expérience Obama, le doute se mêle progressivement à la joie. Je me souviens de cette époque. J'enseignais alors à l'université Harvard, je ressentais le décalage

qui pouvait exister entre la brutalité de la crise et la beauté des discours présidentiels.

Avec le début du printemps arabe, en Tunisie d'abord, puis en Égypte, l'espoir fut de plus courte durée encore et laissa place très vite au doute existentiel. La place Tahrir n'était pas l'Égypte, la Syrie n'était pas la Libye. La « normalisation » de cette partie du monde était loin d'être en marche.

Une deuxième période allait s'ouvrir, couvrant les années 2011-2013, de l'élimination d'Oussama ben Laden à la décision américaine de septembre 2013 de laisser le régime de Bachar al-Assad en Syrie franchir la « ligne rouge » décrétée par Washington. Le régime en place, sans doute au bord de l'effondrement alors, pouvait donc en toute impunité utiliser des armes chimiques contre son peuple. Le parallèle avec la guerre d'Espagne devenait toujours plus troublant. Comme dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, deux puissances savaient ce qu'elles voulaient et agissaient avec détermination : la Russie et l'Iran aujourd'hui, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste hier. De l'autre côté, les « démocraties », alliées des régimes sunnites du Golfe, étaient paralysées par leurs doutes et leurs divisions comme avaient pu l'être les démocraties dans leur soutien à la République espagnole. Avec un résultat semblable et sans doute désastreux à court ou moyen terme dans les deux cas. La tragédie syrienne apparaîtra aux yeux de l'Histoire comme le symbole mais aussi pour partie la conséquence, sinon le phénomène accélérateur du dysfonctionnement du système international en cette première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle.

La troisième période couvre les années 2014-2015. On serait tenté de la considérer comme une phase de transition, sinon de préparation vers la double explosion

du populisme et du terrorisme qui commence dès 2015. En 2014 et 2015, l'Europe découvre la question des réfugiés et se confronte avec l'État islamique naissant. La Russie, tirant les leçons de la « passivité » américaine en Syrie, commence à tisser sa toile et à élargir ses frontières à l'est de l'Europe, en Crimée, par un savant mélange de force et de ruse. Puisque l'Occident ne sait plus ce qu'il veut, la Russie va compenser ses faiblesses structurelles, démographiques, économiques par l'affirmation de sa volonté et la clarté de ses ambitions. « Je vous fais peur, c'est donc que j'existe à nouveau », tel semble être le message de plus en plus explicite de Poutine. Au moment où Barack Obama décrit la Russie comme une puissance régionale qui n'a pas les moyens de ses ambitions planétaires, Moscou, comme piqué au jeu, entend démontrer que s'il existe une puissance qui se comporte de manière « provinciale » et naïve derrière un discours universaliste et ambitieux, c'est l'Amérique et non pas la Russie. Ces années voient aussi le début d'une forme de Sainte-Alliance entre les régimes despotiques de la planète. La Russie se rapproche toujours davantage de la Chine au moment où la Turquie d'Erdoğan s'éloigne de manière toujours plus claire de l'Europe et des États-Unis.

La quatrième période tient en une seule année. 2016 voit en effet le double triomphe de la force et du mensonge, autrement dit de Poutine et de Trump, et constitue à elle seule un moment exceptionnel, une année charnière remplie de surprises qui ferme les portes d'une époque et semble ouvrir la voie à un autre monde qui nous remplit d'effroi par l'étendue de ses incertitudes et la profondeur de ses bouleversements.

Au point que nous puissions nous poser une question plus grave encore. L'année 2016 représente-t-elle le

point culminant d'un cycle négatif, ou bien ouvre-t-elle les portes d'un monde plus noir encore ? Pourrait-elle être pour notre XXI<sup>e</sup> siècle mondialisé l'équivalent de ce que furent les années 1912-1913 pour le « monde d'hier » qu'évoquait avec douceur et douleur Stefan Zweig dans ses mémoires ? Se pourrait-il que nous contemptions un jour avec nostalgie cette année si noire qui nous paraîtra si merveilleusement « calme » par rapport à ce qui s'ensuivit ?

De tous les événements qui marquèrent l'année 2016, celui qui me semble posséder en lui les conséquences les plus imprévisibles et les effets les plus dangereux demeure l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. Sur ce plan, il convient d'avoir recours à une autre référence historique, plus troublante encore. L'année 2016 pourrait-elle constituer un tournant décisif pour « la démocratie en Amérique », sinon pour la démocratie tout court ? Des historiens se pencheront-ils un jour sur l'histoire de la République américaine, disant qu'elle a vécu deux cent quarante ans précisément, de 1776 à 2016 ? Une vision tragique, sans doute exagérée, mais que l'on ne peut totalement exclure. Ce ne sont pas les « portes de l'enfer » qui se sont ouvertes en 2016, mais celles de toutes les incertitudes.

J'ai laissé bien sûr mes chroniques intactes. Il n'aurait pas été honnête d'y apporter la moindre retouche. Elles décrivent les réactions d'un homme face aux bouleversements du monde. Elles traduisent mes préoccupations, mes oublis aussi, délibérés ou non.



## CHAPITRE 1

# Un monde qui marche sur la tête

*« Encore une fois, je redescendis à la ville,  
afin de jeter un dernier regard à la paix. »*

Stefan Zweig, *Le Monde d'hier*.

## LA CRISE DU MODÈLE DÉMOCRATIQUE

**« La démocratie malgré tout »,**

*Les Échos*, 2 janvier 2012.

Le temps de la démocratie serait-il trop lent pour faire face aux crises et situations d'urgence, et trop court pour planifier l'avenir à long terme ?

Face à l'accélération et à l'aggravation de la crise, il est devenu légitime de se poser cette question à travers quelques exemples tirés de l'actualité. En Italie, par exemple, Mario Monti a l'ambition légitime et nécessaire de réformer en profondeur son pays. Il est à la fois compétent et intègre. Mais il se heurte à un obstacle quasi structurel. Quand il prend une mesure, il n'a pas trois ans, mais bien plutôt trois heures pour convaincre les marchés. Pris entre des parlementaires italiens qui au fond n'ont sans doute « rien appris et rien compris » de ce qu'ils vivent et des marchés en quête de certitudes quasi immédiates, peut-il dépasser sa prudence naturelle et agir très vite ? Aux États-Unis aussi, le

dysfonctionnement du système politique devient toujours plus préoccupant, au point que le philosophe politique Francis Fukuyama parle du risque de victoire de la « vétocratie » sur la démocratie, et ce quel que soit le vainqueur des élections de 2012. Des principes inspirés par Montesquieu et visant à protéger l'équilibre des pouvoirs conduisent plus de deux siècles après leur établissement à une paralysie, sinon au blocage total du système politique.

Mais les démocraties ne souffrent pas seulement de leur réactivité trop lente face aux crises. Elles ont également du mal à se projeter dans l'avenir à long terme, dominées comme elles peuvent l'être par des considérations électorales. « Je sais ce que je dois faire pour mon pays, mais je ne sais pas comment, si je le fais, être réélu après » semble être la maxime de base de trop nombreux hommes politiques de premier plan des deux côtés de l'Atlantique. Une formule qui traduit le dilemme des systèmes démocratiques contemporains.

Mais si les démocraties ont du mal à gérer le temps, il n'en résulte pas pour autant que le temps des démocraties est révolu. La Chine est à juste titre fière de penser à long terme, une qualité qu'elle doit plus à sa tradition culturelle qu'à la nature de son régime. Elle peut aussi se montrer plus réactive face aux événements, sans trop se soucier de son opinion publique. La grande majorité des Chinois ne rêve pas de démocratie, même si on assiste à l'émergence d'une société civile qui a de plus en plus d'exigences et n'est plus manipulable aussi aisément que cela pouvait être le cas hier.

En réalité, la grande faiblesse des régimes non démocratiques au siècle de la transparence qu'est le nôtre, c'est qu'ils ne font rêver personne. Qui rêve de devenir chinois ou même singapourien ? Au lendemain du

nouveau processus de succession en Corée du Nord, les stratèges mettent l'accent sur le rôle clé de la Chine dans l'avenir de la péninsule coréenne. Mais, en dépit des scènes d'hystérie qui ont suivi la mort du « Grand Leader », combien de Coréens du Nord rêvent-ils en réalité de rejoindre la Corée du Sud dans son expérience de démocratie et de prospérité ?

Les seuls régimes qui fassent rêver encore sont démocratiques et cela des deux côtés de l'Atlantique, en dépit même de l'aggravation de la crise économique et sociale.

Les Chinois dans leur majorité ne veulent certes pas être gouvernés comme nous. Mais il serait faux de croire qu'ils ne veulent que dépenser et consommer comme nous. Plus leur réussite s'accroît, plus leur individualisme s'affirme, plus ils attendent de la part de ceux qui les gouvernent respect et considération. À l'inverse, plus la croissance faiblit, plus la contestation de la corruption du système en place peut devenir forte et fragiliser un régime en pleine phase de transition de ses dirigeants, dont seuls les numéros un et deux du régime ont été choisis.

La crise, qui peut se transformer demain en récession mondiale, est certes aujourd'hui un révélateur et un accélérateur de la faiblesse des régimes démocratiques.

Mais elle risque d'avoir un impact plus grand encore demain sur des systèmes non démocratiques, plus efficaces en apparence, mais plus fragiles en réalité.

Contrairement à ce que l'on peut penser, à long terme, la résilience est du côté de la démocratie, pour peu que les démocrates en demeurent convaincus.

**« Lettre au nouveau Président... »,**

*Les Échos*, 7 mai 2012.

Monsieur le Président, le combat a été rude, mais vous l'avez emporté. Il vous a fallu beaucoup d'énergie, de ténacité et de confiance. Des qualités nécessaires à la conquête du pouvoir qui le seront plus encore à l'exercice du pouvoir. Votre responsabilité est immense et pourrait se résumer en une phrase un peu provocatrice : « Ne nous faites pas perdre cinq ans, s'il vous plaît. » Ni la France ni l'Europe ne peuvent se le permettre : la France parce qu'elle doute d'elle-même et que cette absence de confiance nourrit toutes les dérives populistes et tous les fantasmes protectionnistes ; l'Europe parce que aujourd'hui plus encore qu'hier, elle n'est pas le problème mais la solution, pour reprendre la formule de José Ortega y Gasset, et elle a besoin d'une France ouverte et inventive, créative et moderne, d'une France qui, loin d'être un motif d'inquiétude, soit une source d'espoir et de rebond.

Aussi, ne vous trompez ni d'objectifs, ni de moyens, ni de méthodes dans les premières semaines de votre présidence. La France ne peut se fourvoyer pendant deux ans avant de se ressaisir. Comme la très grande majorité du monde occidental, notre pays a vécu très au-dessus de ses moyens depuis des décennies. Il doit repartir sur des bases plus saines. Le défi est éthique au moins autant que politique, économique et social. Sans une plus grande justice sociale, toute révision déchirante de nos styles de vie serait tout simplement inacceptable. Équité et réalisme vont de pair. Mais la justice ne peut à elle seule, hélas, dans le monde réel, globalisé et compétitif qui est le nôtre, être une fin en

soi. Dans les pays de l'Europe du Nord, qui peuvent servir de modèles aujourd'hui, il n'existe pas de contradiction entre souci scrupuleux des équilibres sociaux et libéralisme économique.

Entre décourager les riches et humilier les pauvres, il existe une voie médiane, dictée par la modération et le bon sens. La France a besoin d'entreprises innovantes, dynamiques, conquérantes sur le plan international. L'État ne doit en aucun cas se substituer à elles. Son rôle doit être de protéger les plus faibles et d'encourager la créativité des plus dynamiques de ses citoyens à travers leurs efforts individuels et leurs entreprises. La relance de la croissance ne peut être le fait de l'État seul. Certes, la France et l'Europe, tout comme les États-Unis ont besoin d'investissements majeurs sur le plan de leurs infrastructures. Il est bien des domaines où notre modernité, comparée à celle des nouveaux émergents d'Asie, n'est plus compétitive. Mais en 2012, compte tenu de l'état de nos finances et des contraintes raisonnables et nécessaires de l'Union, rêver exclusivement d'un « Grand New Deal » à la française ou à l'européenne n'est tout simplement pas réaliste.

C'est précisément parce que l'on ne peut pas se sauver seul et par la seule action de notre État que l'accent mis par certains sur l'importance des frontières n'a plus de sens. La meilleure des protections, c'est la confiance retrouvée, grâce à l'accent mis sur l'inventivité, la compétitivité et l'excellence. Il y a certainement des leçons à tirer de la réussite spectaculaire de l'industrie automobile allemande. Mais tout au long de la campagne, une fixation malsaine sur l'Allemagne – joue-t-on encore dans la même ligue qu'elle ? – s'est accompagnée d'une ignorance presque totale du reste du monde. Ainsi dans le débat d'entre-deux-tours entre les deux finalistes,

jamais le mot Chine n'a été prononcé, jamais a-t-on eu le sentiment que la France était entrée dans un nouveau monde. Tout s'est passé comme si la peur de l'islam ou la dénonciation du caractère excessif de cette peur servait de substitut à une réflexion en profondeur sur l'évolution d'un monde dont l'Europe pas plus que les États-Unis ne constituent désormais le centre unique. Intégrer les transformations du monde passe par la formulation d'une diplomatie du respect qui présuppose un mélange d'ouverture et d'écoute de l'autre, qui constitue la meilleure des protections face à la tentation du repli sur soi.

Bref, plus que jamais notre pays a besoin de réformes courageuses et menées jusqu'à leur terme.

Réconcilier les Français entre eux est un objectif légitime qui exclut tout esprit de revanche et toute fuite en avant idéologique. La France a besoin d'un pédagogue, patient, modeste et de bon sens, qui la rassemble, la rassure et l'entraîne enfin sur le chemin des réformes.

« **Obama et les limites du verbe** »,

*Les Échos*, 21 décembre 2009.

Après moins d'un an d'exercice du pouvoir à Washington, Barack Obama a profondément changé l'image de l'Amérique dans le monde. A-t-il également changé la réalité de l'Amérique ?

L'ancien gouverneur de New York Mario Cuomo avait l'habitude de dire qu'en politique « on faisait campagne en vers et on gouvernait en prose ». Même s'il est bien trop tôt pour porter un jugement définitif sur l'action du nouveau président américain, deux interprétations sont possibles. Selon la plus positive,

Barack Obama a remarquablement réussi sa première année de présidence. Avec l'aide de personnalités comme Bern Bernanke, élu « homme de l'année » par le magazine *Time*, il a stabilisé le système financier et redressé l'économie américaine. Sans l'aide financière massive de l'État, le système bancaire aurait-il tenu ? Sans le stimulus décisif du gouvernement, le PNB américain serait très probablement négatif et le taux de chômage serait très supérieur à 10 %. Sa réforme du système de santé, même avec des compromis, devrait « passer » avant le premier anniversaire de son inauguration, le 20 janvier 2010.

Barack Obama en aura ainsi fait plus en un an qu'aucun président des États-Unis dans la période de l'après-guerre. Ni Harry Truman, ni Lyndon Johnson, ni Jimmy Carter, ni Bill Clinton n'avaient réussi à transformer ainsi le « contrat social américain » et à réévaluer le rôle du gouvernement dans la société depuis le New Deal de Franklin Roosevelt. Obama ne sera-t-il pas jugé comme le plus important président des États-Unis en politique intérieure depuis Lyndon Johnson et sa réforme des droits civiques des Noirs à travers son projet de « grande société » ? Barack Obama n'a-t-il pas apporté en moins d'un an un démenti cinglant à l'idée selon laquelle Ronald Reagan avait mis fin de manière définitive à cinquante années de « libéralisme à l'américaine » ?

Les difficultés rencontrées par le nouveau président américain pour faire passer sa réforme du système de santé s'expliquent aisément. Le Parti démocrate est beaucoup moins homogène idéologiquement que ne peut l'être le Parti républicain. 72 % des républicains se considèrent comme conservateurs. 37 % des démocrates seulement se présentent comme libéraux, contre 39 %

qui se voient comme modérés et 22 % qui s'affichent comme conservateurs. Vu de France, il est difficile de mesurer la force idéologique de l'individualisme américain. Cet individualisme n'est plus seulement aujourd'hui fondé sur la peur de la tyrannie et d'un pouvoir centralisé mais sur les réticences grandissantes d'une majorité d'Américains à l'égard du « Big Government ». Cette réticence aujourd'hui n'est pas seulement de nature idéologique. Ce n'est pas seulement le principe de l'intervention du gouvernement et l'atteinte à leur libre choix que beaucoup d'Américains rejettent. Ils expriment de plus en plus un doute sur la compétence et l'efficacité de l'État fédéral. Et si la réforme du système de santé ne se traduisait, à terme, que par un accroissement d'un déficit déjà colossal ? Surmonter ce doute majeur n'est-il pas en soi déjà un exploit ?

Et pourtant, cette vision positive de l'action de Barack Obama n'est pas la seule possible. Il existe même chez ses plus chauds partisans comme l'expression d'un doute, sinon d'un embarras, comme le début d'une attente déçue. Est-ce parce qu'il a promis l'impossible et que tel est son pouvoir de conviction et son aura qu'on a fini par le croire ?

La réalité est plus complexe, comme l'est l'homme Obama lui-même. Ce Président décrit parfois par son entourage comme « le prophète » n'a jamais péché par excès de modestie ou manque d'assurance et pourtant il fait preuve d'une « déférence » surprenante à l'égard de l'« autorité », qu'il s'agisse des chefs militaires pour l'Afghanistan et le Pakistan, des experts financiers et économiques en matière de stimulus, et du Congrès face à la réforme du système de santé. Est-ce la preuve de sa prudence ou est-ce le signe de sa relative inexpérience ? Est-il pragmatique ou indécis ? L'Amérique de Barack

Obama doit faire face à l'intérieur comme à l'extérieur à des défis exceptionnels. Pour un Président qui veut entrer dans l'histoire pour ses actions et pas simplement pour ses discours, il existe des limites objectives au pouvoir du verbe.

« **Ombre et lumière chinoises** »,

*Les Échos*, 12 octobre 2009.

Une nation riche, une armée forte. En contemplant la « qualité soviétique » du défilé militaire célébrant le sixième anniversaire de la République populaire chinoise, nous ne devons nous tromper ni de siècle ni de lieu. La Chine d'aujourd'hui n'a pas les ambitions géopolitiques de l'URSS d'hier. Si le mot clé pour comprendre la Russie d'aujourd'hui est celui d'« humiliation », c'est celui de « fierté » qui résume le mieux la psyché chinoise. Une fierté qui peut se traduire par de l'arrogance, mais qui cache mal des incertitudes identitaires et des réflexes nationalistes défensifs.

La fierté chinoise est non seulement compréhensible, elle est aussi largement légitime. Que de progrès parcourus en l'espace de soixante ans. Un pays ravagé par la guerre civile et qui n'était plus en contrôle de son destin depuis plus d'un siècle est sur le point de devenir la deuxième puissance économique mondiale. Une puissance dont les masses rurales sont – contrairement à sa rivale l'Inde – éduquées massivement et qui, mois après mois, accumule des surplus gigantesques qui n'ont pour équivalent que le poids de la dette en Occident. Cette réussite insolente ne va pas désormais sans arrogance. Un grand industriel français de retour de Chine me

faisait récemment remarquer en des termes plus directs encore que les Chinois « ne se sentaient plus ».

En réalité, cette fierté « martiale » et arrogante s'accompagne de nombreuses interrogations et de doutes, sinon de craintes existentielles. Paradoxalement, la réussite de la Chine a été plus rapide encore que ses dirigeants actuels ne l'auraient pensé ou même souhaité. Depuis le début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, ils assistent sidérés et presque inquiets à ce qu'ils ne peuvent percevoir que comme le déclin accéléré des États-Unis et de l'Occident en général. De la chute des tours de Manhattan, en 2001, à celle de la « maison Lehman Brothers », en 2008, en passant par l'Irak et désormais l'Afghanistan, ils voient l'Amérique, que tant de leurs concitoyens considéraient comme un modèle sinon une destination de vie rêvée, se réduire, en termes de puissance et d'influence, comme peau de chagrin. Le rythme trop rapide à leurs yeux du déclin relatif de l'Amérique est tout autant pour eux une source d'embarras à court terme qu'une source de satisfaction à long terme. Ils ne se sentent pas prêts encore à assumer les responsabilités internationales qui doivent désormais être les leurs. Ce n'est pas aujourd'hui l'excès d'ambitions de la Chine qui menace le monde, c'est bien au contraire son mélange d'attentisme rusé et d'égoïsme absolu. La puissance de la Chine est « en creux » ; elle compte avant tout sur les fautes de son adversaire.

L'embarras chinois face à la rapidité de sa montée en puissance n'est pas seulement le produit d'un calcul d'opportunité. Il traduit des doutes identitaires, qui sont particulièrement visibles dans le traitement par la Chine de son passé. Il y a des zones du monde comme les Balkans aujourd'hui où « le passé ne passe pas » et où des psychanalystes sont sans doute plus

nécessaires encore que des historiens. Tel n'est certainement pas le cas de la Chine, où le passé et ses zones sombres ne sont tout simplement pas abordés. De 1957 à 1976, du début du Grand Bond en avant à la fin de la Révolution culturelle, la Chine de Mao s'est tragiquement fourvoyée, condamnant à la famine des dizaines de millions de ses citoyens et à des humiliations souvent mortelles une partie de ses élites. Les jeunes Chinois d'aujourd'hui ignorent tout de ce passé et ce non-traitement de l'Histoire constitue un handicap sérieux, pour une Chine qui, si elle craint la démocratie, est de plus en plus consciente qu'elle a besoin de l'État de droit. Comment peut-on faire face aux défis du futur si l'on n'intègre pas les erreurs et les crimes du passé ? Comment peut-on tempérer le nationalisme, sinon la xénophobie, de ses citoyens si on leur cache systématiquement des pans entiers de leur histoire ? Seule une Chine plus « ouverte » sur elle-même peut devenir une puissance plus stable à l'intérieur et plus « responsable » dans le monde.

**« Quand la cacophonie du monde remplace le concert des nations »,**

*Les Échos*, 25 février 2013.

La mondialisation a accéléré la fragmentation du monde à l'œuvre depuis la fin de la suprématie américaine. Une perte de solidarité que l'on retrouve jusqu'au sein des nations. Comment retrouver l'harmonie ?

Dans son livre le plus abouti, *Diplomatie*, Henry Kissinger décrit en des termes sans doute trop idylliques le système international qui suivit le congrès de Vienne (1814-1815) et qui aboutit à ce que l'on appela le

« concert européen ». Comme l'écrit Kissinger, « après le congrès de Vienne, l'Europe a vécu la plus longue période de paix qu'elle ait jamais connue... la raison en était que les pays de l'Europe continentale étaient liés les uns les autres par un sens commun des valeurs. Il n'y avait pas seulement un équilibre physique mais moral. Pouvoir et justice étaient en substantielle harmonie ». Bien sûr, le concert se termina en cacophonie avec la plongée de l'Europe dans une guerre suicidaire à l'été 1914.

Aujourd'hui, après l'extrême brutalité de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, l'ordre bipolaire de la période de la guerre froide, le bref moment unipolaire de l'hyperpuissance américaine, le monde est encore une fois à la recherche d'un nouvel ordre international. Le concert européen d'hier pourrait-il être mondialisé et servir de source d'inspiration sinon de référence pour le monde d'aujourd'hui ?

Hélas, une cacophonie globale semble bien plus probable. La raison évidente de cette prédiction pessimiste tient à l'absence d'un arbitre reconnu et accepté. Les États-Unis, qui incarnent encore pour partie la « puissance ultime », sont moins désireux et moins capables, faute de moyens financiers, d'exercer ce rôle. Les Nations unies, qui incarnent la légalité internationale, demeurent toujours aussi divisées et impuissantes.

Mais, au-delà de l'absence d'un arbitre, il existe une autre explication à la cacophonie du monde. La vague de mondialisation qui a suivi la fin de la guerre froide a paradoxalement accéléré et approfondi la fragmentation du monde affectant tous les pays, qu'ils soient démocratiques ou non. De l'effondrement de l'URSS à l'autodestruction violente de la Yougoslavie en passant par le divorce pacifique de la Tchécoslovaquie,

un processus de fragmentation est à l'œuvre depuis plusieurs décennies.

La révolution de l'information a créé un monde toujours plus global, interdépendant et transparent. Ce mouvement a conduit à une forme de « balkanisation identitaire » toujours plus inquiétante. Cette quête de la différence dans un monde globalisé est la cause principale de la fragmentation grandissante du système international.

À l'époque du concert européen, le nombre des acteurs était limité, même s'ils étaient divisés en États nationaux ou impériaux. Ils partageaient pour l'essentiel les mêmes valeurs et leur ambition principale était avant tout de protéger et de maintenir l'ordre existant. Aujourd'hui, en revanche, l'identité des acteurs n'est plus aussi claire. Des forces transnationales, des acteurs étatiques comme des acteurs non étatiques sont tous impliqués et interagissent les uns avec les autres avec des objectifs qui sont complexes et souvent contradictoires. Maintenir le statu quo n'est pas, c'est le moins que l'on puisse dire, une valeur partagée, pour le meilleur comme pour le pire.

Les États-Unis peuvent souhaiter la création d'un nouveau pacte transatlantique en matière de commerce et d'investissements avec l'Europe : une affirmation politique faisant de l'Occident dans son ensemble une référence normative universelle. Mais un tel Occident existe-t-il encore ? Dans notre ère de fragmentation, il y a une Amérique qui demeure dynamique et puissante, et une Europe beaucoup plus problématique, divisée elle-même entre un Nord prospère et un Sud en pleine crise économique. Il existe même un « Occident britannique » et un « Occident asiatique » avec le Japon.

Le concept de Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) a sans doute été une idée de marketing géniale. Mais, au-delà des taux de croissance élevés de ses membres, a-t-il une vraie signification ? La Chine est plus que jamais dans une catégorie à part, perçue, à tort ou à raison, par son environnement régional comme un risque majeur. Avec la diminution des taux de croissance des Bric, l'artificialité du concept est en train de devenir plus apparente. Ce qui unit ces puissances émergentes est davantage leur refus d'exercer des responsabilités que des initiatives diplomatiques communes.

La fragmentation affecte aussi les pays à l'intérieur d'eux-mêmes. Il existe des divisions partisans profondes qui traduisent des désaccords sur les fondamentaux, tant sur le rôle de l'État que sur des questions de société. Ces divisions peuvent conduire à la quasi-paralysie dans des sociétés démocratiques comme les États-Unis. Dans des sociétés non démocratiques aux prises avec des processus révolutionnaires, ces divisions conduisent à des luttes violentes sinon à des situations de préguerre civile comme dans le monde arabe depuis 2011.

Même la réalité du pouvoir n'est plus ce qu'elle était. L'essayiste d'origine latino-américaine qui vit aux États-Unis Moises Naim va jusqu'à annoncer sa fin dans son dernier livre, *The End of Power*. Il s'agit bien sûr d'une vision excessive aux conclusions hâtives.

Pour nous rassurer, d'autres analystes, tel le Singapourien Kishore Mahbubani, parlent d'un rapprochement possible entre la démocratie à l'occidentale et l'autoritarisme confucéen. C'est la thèse qu'il soutient dans son dernier ouvrage, *The Great Convergence*.

Mais nous sommes loin de l'harmonie qui peut résulter de la rencontre entre des cultures et des systèmes différents. Il en sera ainsi tant que l'État de droit (« *the rule of law* ») ne se sera pas implanté dans les pays émergents et tant qu'une « culture de la modestie » n'aura pas progressé au sein des mondes occidentaux.

La cacophonie du monde a sans doute remplacé pour longtemps le concert de l'Europe !

« **Quand le monde marche sur la tête** »,

*Les Échos*, 26 septembre 2011.

Au début des années 2000, l'Union européenne dans un système que l'on annonçait comme « postmoderne » se présentait comme étant à l'avant-garde de la modernité. N'était-elle pas en train d'inventer un nouveau concept de souveraineté qui allait servir de modèle aux générations futures ? La fin d'un monde westphalien basé sur les classiques rapports de force entre les puissances allait, selon de nombreux observateurs, permettre à l'Europe de conserver un rôle précurseur dans les affaires du monde, comme modèle et comme acteur. Certes, très vite, le 11 septembre 2001 apportait comme une première ombre à cette vision lumineuse. Pouvait-on être postmoderne face à des comportements prémodernes ?

Mais aujourd'hui avec la montée en puissance des émergents derrière la Chine, les doutes se font plus pressants. La postmodernité est-elle compatible avec le retour de la tradition diplomatique dans ce qu'elle a de plus classique ? Peut-on continuer à jouer aux échecs

face à un joueur de go, s'interroge Henry Kissinger dans son dernier livre, *De la Chine ?*

En réalité, joue-t-on encore vraiment aux échecs ? Les démocraties sont-elles capables de définir des stratégies à long terme face à des pays qui ont tous les atouts des diplomaties d'Ancien Régime ? Leurs régimes n'ont pas d'états d'âme, pas d'opinion publique, ni bien sûr de calculs électoraux à mettre en avant. Imaginons un seul instant que les États-Unis se considèrent libres de définir leur politique dans le conflit israélo-palestinien en fonction exclusive d'une simple vision stratégique de leurs intérêts à long terme dans la région...

Certes il ne s'agit pas de se réfugier dans une quelconque nostalgie du passé. La diplomatie dite « classique » a mené l'Europe au suicide. Le jeu des alliances, le culte du secret, l'aveuglement d'empires sur le déclin ont de manière inexorable conduit à la Première Guerre mondiale et à la conclusion wilsonienne que la diplomatie était une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls diplomates. Mais aujourd'hui le spectacle des divisions de l'Europe et des hésitations et blocages de l'Amérique nous amène à reposer le problème en d'autres termes. Si le monde nouveau dans lequel nous entrons à grands pas correspond paradoxalement sur le plan diplomatique à un « retour vers le passé », l'incapacité du monde démocratique occidental à définir des stratégies à long terme ne devient-elle pas un handicap structurel insurmontable face à des puissances comme la Chine ?

La réalité est certes infiniment plus complexe. L'absence de démocratie, c'est-à-dire de contrôle sur les résultats, comme sur les méthodes, peut conduire des régimes autoritaires, en l'absence de tout contrepois, aux pires des dérives. Aujourd'hui les révolutions arabes

affaiblissent nombre d'alliés traditionnels de l'Amérique mais peuvent rapprocher ses peuples, pour partie au moins, des valeurs de l'Amérique et de l'Occident en général. De la même manière, le « poison de la liberté » peut facilement gagner l'ensemble du continent asiatique demain. C'est un des paradoxes de la mondialisation de consacrer à la fois le triomphe culturel du modèle occidental et le déclin, au moins relatif, de ce même monde avec le processus de rattrapage spectaculaire des puissances émergentes.

Il serait bien sûr injuste de considérer que démocratie et efficacité soient devenus incompatibles. Mais le retour de la Chine sur le devant de la scène internationale oblige les systèmes démocratiques à faire un examen de conscience de leurs modes de fonctionnement. La politique étrangère n'est bien sûr qu'une des dimensions de cette remise en question nécessaire.

À quelques semaines du sommet du G20 à Cannes, le monde est confronté à une sorte de paradoxe. Ce sont les puissances qui souhaitent le plus sérieusement réformer la gouvernance mondiale qui sont structurellement les moins bien armées pour le faire en définissant des stratégies à long terme. Et ce sont celles qui peuvent penser à long terme qui donnent l'impression de se satisfaire d'un statu quo qui les affecte moins que leurs partenaires-rivaux occidentaux. Si ceux qui veulent agir n'en ont plus les moyens seuls et si ceux qui devraient s'engager bien davantage ne prennent pas leurs responsabilités, il n'est pas étonnant que le système marche sur la tête.

## LE CHAOS DU MONDE

« Comment le monde peut-il sortir du chaos ? »,

*Les Échos*, 25 janvier 2016.

Du Moyen-Orient à l'Europe et à l'Amérique, de la géopolitique à l'économie, le monde a sombré dans un chaos généralisé. Pourtant, il existe encore des raisons d'espérer. Et l'un des plus solides piliers de cet espoir reste la Chine.

Le mot « chaos », du grec *khaos*, qui signifie l'« abîme », décrit, selon la définition du Larousse, « la confusion générale des éléments de la matière avant la formation du monde ». Dans un de ses chefs-d'œuvre, l'oratorio *La Création*, Joseph Haydn traduit dans ses premières mesures d'une surprenante modernité le chaos du monde avant que Dieu n'ait créé le ciel et la Terre, avant que l'ordre ne sorte du chaos. Le problème, en ce début d'année 2016, est que nous avons de plus en plus le sentiment confus d'assister à un processus inverse. Autrement dit, ce n'est pas l'ordre qui va succéder au chaos, c'est le chaos qui semble progressivement se substituer au semblant d'ordre, certes très imparfait, qui pouvait exister hier.

Cette impression est-elle légitime et, si tel est le cas, quelles sont les causes du chaos ? Sous l'impact d'une dialectique négative, crises économiques et crises géopolitiques s'accélérent et se démultiplient dans un enchevêtrement qui semble aussi inexorable que confus. Il n'y a pas si longtemps les bonnes nouvelles économiques, qu'elles viennent des pays émergents ou des États-Unis, semblaient équilibrer les mauvaises nouvelles géopolitiques quand ce n'était pas l'inverse. En janvier 2008,

à la veille d'une très grave crise financière, le président fondateur du World Economic Forum, Klaus Schwab, nous expliquait, dans le magazine *Foreign Affairs* : « *How business can help save the world* » (« Comment le business peut contribuer à sauver le monde »). À l'époque ce fut en fait exactement l'inverse qui se produisit : l'État vint au secours du comportement irresponsable de certains au sein de la finance. Mais, à l'époque encore, en dépit de l'apparition de l'hyperterrorisme, de deux guerres en Afghanistan et en Irak, le sentiment dominant sur le plan géopolitique était que le monde était plus ou moins sous contrôle. Il fallait juste remettre l'économie sur ses rails et neutraliser Ben Laden.

En 2016, alors que les cours de la Bourse, le prix du pétrole et la croissance de la Chine baissent simultanément, l'insécurité mondiale grandit et avec elle le sentiment de perte de contrôle des hommes sur les événements. Tout semble aller trop vite, dans une cascade de développements que l'on pourrait presque lire comme la version tragique d'un inventaire à la Prévert. Une semaine, c'est la Corée du Nord qui prétend avoir expérimenté une bombe à hydrogène. Puis, ce sont l'Iran et l'Arabie saoudite qui s'engagent dans une dangereuse escalade. Enfin, c'est Daech qui entend compenser la perte de territoires qu'il contrôlait en Irak et en Syrie par l'ouverture de nouveaux fronts comme en Libye ou la multiplication d'actes de terrorisme, de l'Europe à l'Asie – l'Indonésie récemment –, de l'Afrique aux États-Unis.

De l'économie à la géopolitique, la face noire de la mondialisation semble étendre son ombre sur le monde. L'afflux des réfugiés et le comportement inacceptable – spontané ou planifié – d'une infime minorité

<b>La Corée : la folie baroque.....</b>	<b>333</b>
« Les acteurs du miracle asiatique ne doivent pas jouer avec le feu », <i>Les Échos</i> , 15 décembre 2014.....	333
« Pourquoi la Corée du Nord fait peur », <i>Les Échos</i> , 2 mai 2016.....	336
<b>Chapitre 7 – Sport et géopolitique .....</b>	<b>341</b>
« À chacun sa Coupe du monde », <i>Les Échos</i> , 14 juin 2010. ....	341
« Les leçons géopolitiques du mondial », <i>Les Échos</i> , 12 juillet 2010.....	344
« Le foot, miroir de la mondialisation », <i>Les Échos</i> , 30 juin 2014. ....	346
« Mondial 2014 ou le triomphe des émotions », <i>Les Échos</i> , 15 juillet 2014.....	350
« En football, c’est désormais l’Amérique qui gagne ! », <i>Les Échos</i> , 8 juin 2015. ....	353
« L’Euro 2016 ou l’incontournable nationalisme des peuples », <i>Les Échos</i> , 12 juillet 2016.....	356
<b>Chapitre 8 – La France à l’épreuve du monde...</b>	<b>361</b>
« La France, “fille aînée” de l’ONU », <i>Les Échos</i> , 11 avril 2011. ....	361
« L’interventionnisme, ce tropisme français », <i>Les Échos</i> , 29 août 2011. ....	364
« L’intervention française au Mali : une guerre de nécessité », <i>Les Échos</i> , 28 janvier 2013.....	366

<i>Table des matières</i>	415
« Après les combats, la France doit réussir sa sortie au Mali », <i>Les Échos</i> , 11 mars 2013.....	370
« La France a encore un grand rôle à jouer dans le monde », <i>Les Échos</i> , 28 avril 2014. ....	373
« Comment vaincre l'État islamique ? », <i>Les Échos</i> , 29 septembre 2014.....	376
« Tenons-nous à distance de Poutine », <i>Les Échos</i> , 12 décembre 2016.....	380
<b>Conclusion</b> .....	385
« Trump est l'incarnation d'un système démocratique dévoyé », <i>Les Échos</i> , 16 janvier 2017.....	385
« L'isolationnisme de Trump plonge l'Asie dans l'inconnu », <i>Les Échos</i> , 30 janvier 2016.....	389
« Le monde attend de la France qu'elle retrouve son exemplarité », <i>Les Échos</i> , 6 février 2017. ....	392
« Donald Trump, un président fidèle au candidat », <i>Les Échos</i> , 13 février 2017. ....	396
<b>Postface</b> .....	401
<b>Remerciements</b> .....	403